

mande instamment au nouveau ministre de la Justice de réexaminer la décision de son précédécesseur qui avait refusé d'indemniser M^{me} Macdonald et de régler cette réclamation de façon équitable sans autre forme de procès.

En dépit des conclusions du rapport Cooper qui s'appuie sur des arguments médicaux ahurissants visant à justifier toute l'affaire, le Canada a une obligation légale et morale envers Linda Macdonald et, de fait, envers toutes les autres victimes de ces cruelles expériences financées par le gouvernement. Il faut que justice soit faite.

* * *

[Français]

LES COLLECTIVITÉS DU NORD

M. Guy Saint-Julien (Abitibi): Monsieur le Président, le 27 février dernier, j'ai reçu un message urgent du maire d'Umiujaq, Noah Inukpuk, me disant: «La population de la communauté d'Umiujaq, moi compris, souffre terriblement du coût élevé de la vie. Nous nous sentons comme dans une marmite en ébullition. Nous, la population d'Umiujaq, vous incitons de tout coeur à lancer un cri d'alarme.

Pour donner quelques exemples, le sac de pommes, qui se vendait 2.86 \$ est rendu à 4.44 \$; le pain est passé de 1.70 \$ à 3.88 \$; la boîte de lait évaporé, de 1.60 \$ à 2.60 \$; le sac de farine de 5 livres, de 6.13 \$ à 8.36 \$; et les côtelettes de porc, de 10 \$ à 13 \$, et elles ne sont même pas fraîches.»

Monsieur le Président, depuis plusieurs mois, j'essaie de faire comprendre au gouvernement du Canada que sa politique interne, pour ce qui est de la réduction de l'aide financière, n'est pas justifiée concernant le service aérien omnibus, comme je le déclarais dans cette Chambre les 23 et 25 octobre 1989.

* * *

[Traduction]

LE BUDGET

M. Geoff Wilson (Swift Current—Maple Creek—Assiniboia): Avant la présentation du dernier budget, monsieur le Président, les Canadiens ont déclaré qu'ils voulaient que le gouvernement s'attaque au déficit en réduisant ses dépenses, non pas en augmentant les taxes.

Le ministre des Finances a relevé le défi en comprimant les dépenses dans divers secteurs et en n'imposant aucun nouvel impôt, initiative budgétaire sans précédent depuis 22 ans. Il a réussi à exempter les paiements aux particuliers comme les pensions de la vieillesse, les allo-

cations familiales, les prestations d'assurance-chômage et les pensions des anciens combattants.

Il n'est pas facile de faire face aux conséquences désastreuses des dépenses extravagantes des gouvernements précédents. Ces derniers n'ont jamais pris de décisions susceptibles de déplaire au public, préférant emprunter davantage et continuer à hypothéquer l'avenir.

Je félicite le ministre des Finances et le premier ministre d'avoir pris des décisions difficiles, d'avoir eu le courage de s'attaquer au déficit et de raffermir la position financière du Canada pour les générations présentes et futures.

* * *

LES FEMMES

Mme Dawn Black (New Westminster—Burnaby): Aujourd'hui, monsieur le Président, le gouvernement du Canada a payé 11 000 \$ pour faire paraître une seule journée cet encart publicitaire dans un journal de notre pays. Il consacre moins de crédits en un an au financement de base de certains centres réservés aux femmes qu'il n'en dépense pour promouvoir sa TPS. Son engagement à défendre la cause féminine ne vaut pas le papier de ce journal.

Le gouvernement dépense 14 millions de dollars pour promouvoir sa TPS. Or, l'année dernière, le budget global que le secrétaire d'État a alloué aux programmes intéressant les femmes atteignait 11 millions de dollars. Avec le nouveau budget une fois adopté, il sera d'environ 9 millions. Les conservateurs dépensent 14 millions de dollars pour essayer de convaincre les Canadiens d'accepter une taxe dont personne ne veut et que le Parlement n'a pas encore adoptée. D'un bout à l'autre du pays, le gouvernement a effectué des coupes sombres dans le financement des centres communautaires qui fournissent appui et information aux femmes, qu'il s'agisse de femmes battues ou victimes de sévices sexuels, de femmes sans emploi ou sans abri.

Au lieu de chercher à museler les femmes, au lieu de réduire de 100 p. 100 le financement qu'il leur accordait, le gouvernement conservateur devrait jeter au panier toute cette publicité concernant la TPS, quitte ensuite à s'auto-détruire lui-même.

* * *

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Ron MacDonald (Dartmouth): Monsieur le Président, le Parti libéral continue d'appuyer les Canadiens dans la lutte contre la taxe de 7 p. 100 sur les produits et services que propose le gouvernement.